

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction régionale de l'industrie, de la recherche
et de l'environnement de Champagne-Ardenne

REIMS, le



Groupe de subdivisions de la Marne
10 Rue Clément Ader – BP 177
51685 REIMS Cedex 2

Référence : SMR HC/LT n° D r c 2009-183/REF

Vos réf. : Transmission du 20 mai 2008 de Monsieur le Préfet de la Marne

Affaire suivie par : Hélène COPIN

Messagerie : helene.copin@industrie.gouv.fr

Téléphone : 03.26.77.33.59 – Fax : 03.26.97.81.30

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
devant la COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES
ET DES SITES

Par transmission citée en référence, Monsieur le Préfet du département de la Marne nous adresse aux fins de rapport devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites les résultats de l'enquête publique concernant la demande d'autorisation d'exploiter une carrière sollicitée par la société SABLES ET GRAVIERS BLANDIN sur le territoire de la commune d'Orconte.

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Identification de l'établissement

Nom : SABLES ET GRAVIERS BLANDIN

Lieu : Orconte

Activité : Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin

Code A.P.E. : 0812Z

Numéro SIRET : 736 220 211 000 48

Président directeur général : M.

Téléphone :

Télécopie :

Adresse postale

Adresse : 20, voie Chanteraine

Code postal : 51 520

Commune : RECY

Personne à contacter

Nom : M.

Téléphone :

Copie à :

Renseignements généraux

Effectif : 36 personnes

Capital : 390 000 euros

Nature et quantité

des matières utilisées : sables et graviers, 690 000 tonnes

Production maximale : 100 000 tonnes par an

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

2.1 - Description sommaire

La présente demande porte sur un projet d'extraction de matériaux alluvionnaires (sables et graviers) sur la commune d'Orconte, au lieu-dit " Les Garceaux ", section B, parcelles n^{os} 515, 823 (anciennement 516) et 517.

Les matériaux extraits seront traités et valorisés au niveau d'une plate-forme comprenant une installation de premier traitement et une centrale à béton, présente sur une autre carrière déjà autorisée et située 350 mètres à l'Est du projet. Les matériaux seront acheminés par bandes transporteuses. La majorité des matériaux est destinée à la production de béton prêt à l'emploi ainsi qu'à la préfabrication.

Un bois classé de 4 430 m² se situe sur l'une des parcelles. Aucune autorisation de défrichement n'est sollicitée. Ce bois sera donc maintenu en l'état.

La durée de l'autorisation sollicitée est de 10 ans, incluant la remise en état du site.

La remise en état consistera en la réalisation d'un plan d'eau associé à une presqu'île, aux berges sinueuses et végétalisées et comprenant la plantation de haies et d'arbustes.

2.2 – Droits fonciers

La société SABLES ET GRAVIERS BLANDIN détient la maîtrise foncière du site par le biais de contrats d'exploitation passés avec les propriétaires des parcelles à exploiter. Les différents propriétaires se sont également prononcés en faveur de la remise en état proposée en signant le plan de remise en état.

2.3 - Classement des installations et situation administrative

L'établissement comprend une installation relevant de la nomenclature des installations classées, reprises dans le tableau ci-après :

Libellé de la rubrique Nature de l'installation	Rubrique Régime	Quantité sollicitée
Exploitation de carrières, au sens de l'article 4 du code minier Matériaux à extraire : Sables et graviers Surface totale sollicitée : 160 430 m ² Superficie exploitable : 138 570 m ² Quantité maximale à extraire : 395 000 m ³ soit 690 000 t Production annuelle moyenne : 80 000 t Production annuelle maximale : 100 000 t Coefficient de taxe annuelle : 2	2510.1 Autorisation	160 430 m ² 690 000 t 100 000 t/an

III – SYNTHÈSE DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

La société a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse l'impact et les risques présentés par son projet.

3.1 – Étude d'impact

➤ **Occupation du sol et impact visuel :**

Le site se trouve dans la plaine du Perthois, en limite Sud-Est du département de la Marne, en rive droite de la rivière Marne qui s'écoule vers le Nord-Ouest et en rive gauche du ruisseau l'Orconté. La Marne et l'Orconté sont éloignés respectivement de 2 km et 1,6 km du site étudié. Le site se situe à environ 3 km à l'Est de la commune d'Orconte. Les premières habitations se situent à plus de 600 m. Les terrains sollicités sont compris entre la RN4 (qui relie Nancy à Paris) et le Canal de la Marne à la Saône (Canal entre Champagne et Bourgogne situé à environ 250 m des parcelles concernées). La topographie du site est plane, d'une altitude 123 m NGF. Les terrains concernés par le projet sont actuellement occupés par une prairie et des friches. Un bois classé de 4 430 m² se situe par ailleurs au milieu de la prairie. Compte tenu de la localisation du site au sein d'une clairière, les zones de perception de l'emprise étudiée sont limitées aux abords immédiats du site et au tronçon de la RN4 longeant la limite de ce site.

➤ **Conformité au Schéma départemental des carrières et spécifiquement au Schéma directeur paysager du Perthois Sud-Marnais et Haut-Marnais :**

Le site se situe au sein de l'entité paysagère du Schéma directeur paysager du Perthois intitulée «Les boisements humides». Ces milieux humides sont très sensibles du point de vue écologique dans la mesure où ils constituent des habitats ou lieux d'étapes pour les oiseaux migrateurs. A ce titre, le Schéma directeur paysager du Perthois précise que l'exploitation de carrières ne peut y être que limitée. *«Seules quelques exploitations pourront y être autorisées pendant la durée du Schéma départemental des carrières, sous réserve que l'étude d'impact démontre que le site est hors zone humide et que le réaménagement prévu est exemplaire et vise à créer une nouvelle zone humide».*

On entend par zone humide la définition figurant à l'article L. 211-1 du code de l'environnement à savoir :

«les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.»

L'exploitant précise à plusieurs reprises dans l'étude d'impact que le site se situe hors zone humide.

➤ **Défrichement :**

L'espace boisé classé mentionné dans la présente demande ne pourra faire l'objet d'une demande de défrichement. Par conséquent, aucune demande de défrichement n'est associée au présent projet.

➤ **Eaux superficielles et eaux souterraines :**

Aucun écoulement superficiel n'est présent au droit du site. Seuls des ruisseaux temporaires coulent à proximité. Le site ne recoupe aucun périmètre de protection de captage d'eau potable. Il n'est pas situé en zone inondable. Quelques plans d'eau résultant de l'exploitation d'anciennes gravières se situent à l'Ouest, au Sud-Est et à l'Est du site.

➤ **Pollution accidentelle**

Toutes les interventions courantes de réparation ou d'entretien impliquant notamment l'usage d'huiles, de dégraissants ou de fioul seront réalisées au niveau de l'installation de traitement de l'autre carrière située au Sud- Est du site, sur une aire étanche prévue à cet effet. Aucune intervention n'aura lieu sur le site. Des matériaux absorbants (kit anti-pollution) seront disponibles sur le site afin de limiter la propagation d'une pollution accidentelle.

➤ **Bruit et vibrations :**

Les zones à émergence réglementée les plus proches du projet sont situées respectivement à 600 et 1300 m. Les estimations des niveaux de bruit qui ont été réalisées dans le cadre de la présente demande montrent que la réglementation sera respectée aux limites de ces zones à émergence réglementée. Afin de vérifier l'hypothèse retenue, l'exploitant propose toutefois de réaliser un contrôle des niveaux sonores dès le début des activités d'extraction puis annuellement par la suite. Il est à préciser que les estimations faites ont tenu compte du bruit généré par la plate-forme de traitement du site BLANDIN situé à proximité et sur lequel seront acheminés les matériaux extraits.

➤ **Trafic :**

La totalité des matériaux sera évacuée par camions en empruntant la RN4. L'évacuation de ces matériaux se fera sur la base du rythme moyen de la production envisagée par l'exploitation (80 000 t/an), générant un trafic de 16 camions par jour sur 200 jours travaillés. L'exploitant précise que ce site d'extraction vient compenser le gel de terrains exploitables sur

le site de Perthes pour cause de fouilles archéologiques et que par conséquent, aucune augmentation du trafic actuel ne sera générée par cette exploitation.

➤ **Faune et flore :**

Le projet est inclus dans l'enveloppe du site RAMSAR (convention relative aux zones humides d'importance internationale à préserver) intitulé «Etangs de la Champagne humide» mais hors zone ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux), Natura 2000 ou encore ZNIEFF de type I ou II.

Un taxon recensé en périphérie du site est inscrit sur la liste rouge des espèces végétales menacées de Champagne-Ardenne. Un unique individu a été observé dans le secteur Sud-Ouest de l'aire d'étude. L'exploitant propose comme mesure compensatoire de procéder à la transplantation de l'individu concerné au niveau d'une dépression recréée dans des terrains réaménagés. La Couleuvre à collier, espèce protégée, a également été contactée sur le site.

➤ **Remise en état :**

La remise en état proposée consiste en la réalisation d'un plan d'eau associé à une presqu'île boisée, aux berges sinueuses et végétalisées et comprenant des hauts-fonds ainsi que la plantation de haies et d'arbustes. Des roselières seront également réalisées aux abords du plan d'eau. L'exploitant propose un ensemencement et des plantations en vue de réaliser des aménagements spécifiques dans le cadre de la valorisation paysagère et écologique du site. Le suivi de la mise en oeuvre de la végétalisation du site pourra être établi en concertation avec un bureau d'études ou une association dans le cadre d'une convention d'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

Afin d'assurer le bon écoulement de la nappe, des berges filtrantes seront réalisées à l'Est et à l'Ouest du plan d'eau.

3.2 – Etude de dangers

Les dangers et risques potentiels identifiés concernent essentiellement l'utilisation du matériel, des engins et appareils liés à l'extraction, des problèmes sécuritaires ou des actes de malveillance liés à une intrusion sur site. Tous ces événements peuvent conduire à des risques de pollution des eaux, des risques d'incendie ou encore des risques d'accidents corporels (chutes, noyades...).

Pour pallier ces différents risques, toutes les interventions courantes de réparation ou d'entretien impliquant notamment l'usage d'huiles, de dégraissants ou de fioul seront réalisées au niveau de l'installation de traitement de l'autre carrière située au Sud- Est du site. L'accès à la carrière sera interdit par des panneaux, une clôture ainsi que du grillage. Un plan de circulation sera établi pour les véhicules et engins. La vitesse de circulation sera également limitée.

IV – INSTRUCTION DE LA DEMANDE

A – ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique s'est tenue en Mairie d'Orconte, du 13 février 2008 au 28 mars 2008.

Observations recueillies au cours de l'enquête publique :

Aucune observation favorable ou hostile au projet n'a été portée au registre ouvert à cet effet à la mairie d'Orconte.

Par contre, a été recueillie une observation sur le registre ouvert à cet effet à la mairie d'Orconte :

“Que représente l'exploitation du sous-sol, présentée par ce projet, par rapport au schéma d'exploitation des prochaines années (court terme, moyen terme et long terme) ?

Quelle est l'organisation retenue pour ce schéma d'exploitation (zone géographique). Concession limitée pour chaque exploitant ? Surface d'exploitation ? ”.

Mémoire en réponse de l'exploitant :

L'exploitant a répondu à l'observation déposée lors de l'enquête publique dans un courrier daté du 22 avril 2008 comme suit :

“ En réponse à votre courrier du 4 avril 2008 concernant l'enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter une carrière à ORCONTE, je vous fais part de ma réflexion à l'unique question posée lors de la tenue des cinq permanences.

Cette question d'ordre général entre dans un cadre législatif applicable à tous et l'exploitation du sous-sol prévue par ce projet est permise par le plan d'occupation des sols en vigueur sur le territoire de la commune d'ORCONTE. Cela représente pour ma société une pérennisation de l'exploitation en cours sur la commune de PERTHES et évite une dispersion et un mitage des plans d'eau trop important.

Ce plan d'eau ainsi créé à proximité des autres sera réaménagé par la création d'un espace forestier sur les abords et les

berges seront valorisées dans l'esprit d'obtenir un espace écologique propre à la reproduction d'espèces protégées (faune et flore)

Il n'y a pas, à ma connaissance, de concession limitée maximale pour un exploitant mais, en revanche, il serait déraisonnable d'ouvrir une exploitation pour moins de cinq hectares. ”

Rapport du commissaire enquêteur :

Dans son rapport du 25 avril 2008, Monsieur le commissaire enquêteur conclut ainsi :

“ - Considérant que la publicité a été faite régulièrement, que le public a eu libre accès au dossier pendant toute la durée de l'enquête

- Considérant que l'enquête publique n'a donnée lieu à aucun incident et à aucune contestation sur son organisation.

- Considérant que le dossier de demande d'autorisation présenté à l'enquête était complet

- Considérant que l'ouverture de la nouvelle carrière sur la commune d'Orconte n'entraînera pas de gênes supplémentaires à la population de la commune et des communes voisines

- Considérant que les observations déposées ne remettent absolument pas en cause la demande d'autorisation d'exploitation de la carrière

- Considérant que l'entreprise Blandin s'engage en fin d'exploitation à conduire un réaménagement à vocation écologique.

Émet un **AVIS FAVORABLE** à la demande d'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune d'Orconte par la société Sable et Ciments BLANDIN ”.

B – COMMUNES ET COMMUNAUTE DE COMMUNES CONCERNEES

Commune de SAINT-VRAIN

Par délibération du 18 février 2008, le conseil municipal de la Commune de Saint-Vrain, n'émet aucune objection quant à la requête présentée par la société SABLES ET GRAVIERS BLANDIN.

Commune de SAPIGNICOURT

Par délibération du 21 janvier 2008, le conseil municipal de la Commune de Saignicourt n'émet aucune objection quant à la requête présentée par la société SABLES ET GRAVIERS BLANDIN.

C – AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET AUTRES

1) Direction départementale de l'équipement de la Haute-Marne au titre de la Police de l'eau sur la partie de la rivière Marne comprise entre Saint Dizier et Vitry-le-François

Par lettre en date du 12 Février 2008, le Directeur départemental de l'équipement formule les observations suivantes :

"Le terrain d'assiette du projet étant situé en dehors du fuseau de mobilité de la Marne (minimal et maximal) tel que décrit dans l'étude de l'agence de l'eau Seine-Normandie (juillet 2001), j'émet un avis favorable au projet."

2) Direction départementale de l'équipement de la Marne

Par lettre en date du 2 avril 2008, le Directeur départemental de l'équipement formule les observations suivantes :

" La commune d' Orconte est dotée d'un PLU approuvé le 14 mars 2003, le projet est situé en zone A (agricole) ou les constructions et installations nécessaires à l'exploitation du sol et du sous sol type gravières sont autorisées.

La demande d'autorisation est sollicitée sur un terrain comprenant un espaces boisé classé où tous travaux liés à l'exploitation sont interdits.

Bien que le dossier d'exploitation comporte deux périmètres d'extraction prenant en compte cet espace boisé classé, je demande que le périmètre des terrains sollicités exclut celui ci afin d'éviter toutes difficultés d'analyse lors d'une éventuelle extension ultérieure.

Mes services n'ont aucune observation particulière à formuler en ce qui concerne la sécurité des accès."

3) Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la Marne

Par lettre en date du 3 Mars 2008, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Marne émet les remarques suivantes :

"- Deux cours d'eau traversent le site d'exploitation. Les activités ne devront pas perturber leurs régimes hydrauliques ni leurs qualités.

- Le boisement situé à l'est et inclus en partie dans l'emprise du projet est classé espace boisé à conserver dans le POS de la commune d'Orconte approuvé le 14/03/2003. Le classement en EBC entraîne de plein droit le rejet d'une demande de

défrichement qui pourrait être sollicitée dans le cadre de l'exploitation du site."

4) Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la Haute-Marne

Par lettre en date du 30 janvier 2008, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Haute-Marne émet les remarques suivantes :

" Après examen du dossier par mon service, je n'ai aucune remarque à formuler au sujet de cette requête sur d'éventuels impacts sur le département de la Haute-Marne, et j'émet donc un avis favorable au projet. "

5) Direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de la Marne

Par lettre en date du 13 juin 2008, le Directeur régional et départemental des affaires sanitaires et sociales émet les remarques suivantes :

" Le volume d'alluvions brutes à exploiter sera d'environ 395 000 m³ et la demande d'autorisation est sollicitée pour une période de 10 ans.

Le site de la carrière se situe en dehors de tout périmètre de protection de captage AEP. Les dispositions décrites, afin de réduire l'envol des poussières, de limiter l'impact sonore et de protéger les eaux souterraines sont satisfaisantes. La remise en état consistera à la création d'un plan d'eau aux abords plantés.

J'émet, donc, un avis favorable au dossier de demande déposé par la Société Sables et Graviers BLANDIN."

6) Direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de la Haute-Marne

Par lettre en date du 18 mars 2008, le Directeur régional et départemental des affaires sanitaires et sociales émet un avis favorable à la présente demande sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

" Sur l'étude d'impact

- En ce qui concerne **l'étude de l'impact sonore** :

- Pourquoi la ferme de Longchamps, située à environ 1200m au Sud Est du site, n'a pas été prise en compte pour les mesures d'urgence ?
- Selon quelle périodicité seront effectuées les mesures d'urgence prévues dans le dossier ? Quelles **mesures correctives** seront envisagées en cas de dépassement ?
- Les deux courbes d'enregistrement du niveau sonore " avec activité " au niveau de la ferme des Bruyères et de la Ferme du Tronc sont les deux même.

fournir l'enregistrement manquant et préciser le mode opératoire pour la réalisation de ces enregistrements

- En ce qui concerne **les émissions atmosphériques** :

- Aucune quantification de l'exposition des populations aux poussières minérales n'a été fournie, ni indication sur les composés présents dans ces poussières. Or la Silice cristalline est classée cancérigène pour l'homme groupe 1 par le CIRC depuis 1996. C'est pourquoi, bien qu'il n'existe pas de VTR pour celle-ci, il sera utile d'estimer l'exposition des populations aux poussières totales en utilisant par exemple des mesures de la quantité de poussières émises par la gravière actuellement en fonctionnement pour approcher celle du projet et la modélisation pour l'évaluation de l'exposition.
- Selon quelle périodicité seront effectuées les mesures d'empoussièrement aux postes de travail ?
- En cas d'arrosage des pistes pour limiter l'envol de poussières, d'où proviendra l'eau utilisée ?

- En ce qui concerne **l'impact sur l'eau** :

- Le site projeté est très proche de la RN4 : le risque de ruissellement d'eaux pluviales chargées en polluants, et provenant de celle-ci, dans le plan d'eau créé par l'exploitation a-t-il été envisagé ? Si ce risque existe, quelles mesures de prévention sont envisagées ?

Remarques générales :

- En ce qui concerne **les déchets** :

- Indiquer la nature des déchets potentiellement présents sur le site, ainsi que les coordonnées des organismes agréés chargés de leur enlèvement.
- Indiquer le devenir des kits anti-pollution usagés et sables souillés : filière d'élimination ?."

7) Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile

Par lettre en date du 25 Janvier 2008, le Directeur du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile fait connaître que la réalisation de ce projet n'appelle pas d'objection de sa part.

8) Direction départementale des services d'incendie et de secours de la Marne

Par lettre en date du 26 Février 2008, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule les observations suivantes :

"Desserte – Accessibilité

Respecter les dispositions suivantes pour la desserte des façades :

Voie engins (voie utilisable par les engins de secours) :

- largeur : 3m, bandes réservées au stationnement exclues.
- Force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3.60m au minimum)
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0.20m²
- rayon intérieur minimum : 11m
- surlargeur $S=15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50m (S et R, surlargeur et rayon intérieur étant exprimés en mètres)
- hauteur libre : 3.50m
- pente inférieurs à 15%

Proposition

Après examen de ce dossier, je formule un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter ”.

9) Direction départementale des services d'incendie et de secours de la Haute-Marne

Par lettre en date du 11 avril 2008, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours nous informe qu'il émet un avis favorable à la réalisation de ce projet qui n'appelle aucune remarque de sa part.

10) Direction régionale de l'environnement

Par lettre en date du 9 Avril 2008, le Directeur régional de l'environnement formule l'avis suivant :

«Ce projet s'inscrit aujourd'hui dans un secteur élargi où de très nombreuses carrières alluvionnaires sont en exploitation ou ont été exploitées. La question du cumul des impacts se pose donc aujourd'hui de manière grandissante, les zones humides relictuelles étant, au fur et à mesure, transformées en plans d'eau.

Ces transformations sont définitives et ne permettent plus un retour à des conditions de naturalité typique de la vallée de la Marne.

Il me paraît dès lors indispensable de conserver les toutes dernières zones humides quel que soit leur état de conservation aujourd'hui. En effet, une zone humide exploitée aujourd'hui en prairie artificielle, voire en culture intensive, conserve malgré tout un potentiel de remise en état dans l'avenir qu'il convient de préserver.

Dès lors et en l'absence de réflexion globale sur l'avenir des zones humides dans la vallée de la Marne, je ne peux qu'émettre un avis défavorable de principe à la poursuite d'un développement important de l'activité de carrières dans ce secteur.

La révision du schéma des carrières à venir devra être l'occasion de s'interroger sur cet équilibre.

*En ce qui concerne le projet présenté ici, et au-delà des observations ci-avant, j'émet un **avis défavorable** pour les raisons suivantes :*

Non conformité du projet avec la loi sur l'eau et la loi des territoires ruraux

La description des habitats naturels montre que le site est constitué d'une mosaïque de zones humides au sens de l'article L211-1 du code de l'environnement.

Cet article définit en effet les zones humides comme suit “ terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. ”

En effet, la majeure partie de la prairie de fauche est caractérisée comme secteur mésohygrophiles, des roselières à baldingère et des magnocariçaie. Ces zones représentent la grande majorité de la surface exploitée, sans compter les milieux adjacents, eux aussi humides qui seront touchés par la baisse des niveaux piézométriques.

Le projet présenté amène à la destruction et/ou l'altération de zones humides non compensées. Par conséquent, le projet ne respecte pas les principes de préservation et de gestion durable de ces zones, figurant dans la loi sur l'eau et dans la loi

Non conformité du projet avec le schéma paysager du Perthois:

Le site est situé au sein de l'entité "boisements humides", zone de très forte sensibilité à l'implantation de nouvelles exploitations définie par le schéma directeur paysager du Perthois marnais et haut-marnais (SDPPM).

Ce schéma précise pour cette zone : "Seules quelques exploitations pourront être autorisées pendant la durée du schéma départemental des carrières, sous réserve que l'étude d'impact démontre que le site est hors zone humide et que la remise en état prévue est exemplaire et vise à créer une nouvelle zone humide". Or, le site prospecté est en zone humide ce qui est contraire aux directives du schéma. Par ailleurs, la remise en état est "ordinaire" et donnera lieu à la création d'un plan d'eau, qui ne peut être considéré comme une zone humide selon l'article L211-1 du code de l'environnement.

Pour ces deux motifs, l'exploitation de ce site n'est pas compatible avec le schéma paysager du Perthois.

Défaut de recherche des milieux vitaux pour la couleuvre à collier et donc l'absence de dérogation concernant cette espèce protégée pour la destruction d'un site de reproduction et de repos potentiel :

L'article L.411-1 du code de l'environnement instaure un régime d'interdiction concernant les espèces protégées. Ce régime d'interdiction est détaillé par l'arrêté ministériel du 19 Novembre 2007, en ce qui concerne les amphibiens et les reptiles. La couleuvre à collier est protégée par l'article 2 de cet arrêté qui interdit la destruction et l'enlèvement des œufs et des individus ainsi que la destruction et la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos de ces animaux. L'article L.411-2 du code de l'environnement énonce les principes de dérogation au statut de protection des espèces.

La couleuvre à collier a été contactée sur le site, sans que l'étude ne détermine si le projet détruira ou dégradera des sites de reproduction ou des aires de repos de cette espèce. Dans l'hypothèse où ce projet devait se poursuivre, une étude complémentaire poussée devrait être menée pour apprécier dans le détail les impacts sur cette espèce et mettre en place les mesures d'évitement nécessaires, fonctions du résultat de cette étude.

La sensibilité environnementale du site m'oblige à inviter le pétitionnaire à rechercher un site moins contraint sur le plan environnemental.."

11) Direction régionale des affaires culturelles

Par courrier du 28 mars 2007, le directeur régional des affaires culturelles, service régional archéologie, transmet l'arrêté n°2007/117 du 28 mars 2007 portant prescription d'un diagnostic archéologique.

12) Ligue pour la protection des oiseaux

Par lettre en date du 6 juin 2008, la directrice de la ligue pour la protection des oiseaux formule les observations suivantes : "Le projet d'exploitation d'une carrière de granulats par la société Blandin sur la commune d'Orconte au lieu-dit "Les Garceaux" sur les parcelles référencées 515, 823 et 517 de la section B du plan cadastral, suscite notre inquiétude quant à son impact sur la faune et la flore.

Comme indiqué dans l'étude d'impact, les terrains concernés par l'emprise du projet se situent dans l'entité "Boisements humides" défini par le schéma directeur paysager du Perthois approuvé en date du 1er août 2001. Le schéma précise que pour cette entité "Seules quelques exploitations pourront être autorisées pendant la durée du schéma départemental des carrières, sous réserve que l'étude d'impact démontre que le site est hors zone humide et que la remise en état prévue est exemplaire et vise à créer une nouvelle zone humide."

L'étude d'impact menée par l'ENCEM fait état de plusieurs formations végétales démontrant clairement qu'une partie des terrains répond à la définition d'une zone humide telle que défini par l'article L 211-1 du code de l'environnement. A savoir "terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles au moins une partie de l'année." Les habitats suivants, décrits dans les pages 18 à 23 de l'étude d'impact, sont donc concernés: prairies de fauche artificielle (il est précisé pour cet habitat "Les dépressions topographiques, où la nappe phréatique affleure une partie de l'année, accueille des espèces mésohygrophiles à hygrophiles"), roselières à baldingère, magnocaricaies, mares, ourlet et manteau forestier, bosquet hygrophile. Les commentaires liés à ces habitats et la liste des espèces de flore qui leur sont associés ne laissent aucun doute sur leur caractère hygrophile.

En ce qui concerne le bosquet hygrophile, notons que malgré l'intention de l'exploitant de conserver les boisements du site, la pointe ouest sera défrichée pour pouvoir exploiter.

En tout état de cause, **le projet d'exploitation du site ne nous paraît pas compatible avec le schéma directeur paysager du Perthois.**

D'un point de vue floristique, le site héberge une station d'Orchis incarnat *Dactylorhiza incarnata* qui figure sur la liste rouge des plantes de Champagne-Ardenne, validée par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturelle 14 avril 2007, qui précise à son égard "espèce très rare dans les Ardennes et la Marne, mais plus fréquente dans l'Aube et la Haute-Marne, même si les populations régressent rapidement". Un seul pied a été trouvé par l'ENCEM lors de l'étude d'impact mais la floraison des orchidées varie d'une année à l'autre en fonction des conditions hydrographiques et il est fort probable que la

station soit plus importante que ce que le seul pied trouvé peut faire penser. Qui plus est, nous nous sommes renseignés auprès des botanistes locaux et il s'avère que cette prairie est la seule à accueillir cette espèce dans la région autour du lac du Der.

La proposition de transplantation prévue, aussi louable soit-elle, est une opération délicate dont le succès est loin d'être garanti tant ce genre d'espèce est exigeante vis-à-vis des conditions édaphiques (nature chimique et hydrologique du sol). D'autre part, comme évoqué ci-dessus, il est indéniable que d'autres bulbes se trouvent sur le site. Combien seront détruits parce qu'ils n'auront pas fleuri, et donc ne seront pas repérés, l'année de la transplantation? **Nous pensons que la meilleure mesure conservatoire pour cette espèce reste le maintien de la station dans laquelle elle se développe.**

D'un point de vue faunistique, malgré le fait que l'étude d'impact nous paraît bien menée, un certain nombre d'espèces ne sont pas répertoriées. Les données collectées par la LPO au cours de ces 5 dernières années montrent que ce site est fréquenté par le Canard chipeau (espèce de canard de surface inscrit sur la liste rouge nationale) en période de nidification et par la Bécasse des bois en période d'hivernage et de migration. Chez les amphibiens, deux espèces rares et protégées se reproduisent dans les mares: le Triton crêté et la Grenouille agile. Le premier est inscrit à l'annexe II de la Directive Habitat et la seconde à l'annexe IV de cette même directive. **La création d'un plan d'eau en lieu et place de la prairie humide et des boisements humides ne saurait jouer le rôle d'habitat de substitution pour ces espèces sensibles.**

Ceci nous amène au réaménagement à vocation écologique du site. Nos connaissances sur la faune et la flore des gravières du Perthois acquises après plus de 10 années d'études et d'observations sur ce type de milieux, nous indiquent **que le plan d'eau d'une dizaine d'hectares résultant de l'exploitation dans les conditions actuelles de réaménagement ne pourra pas accueillir les espèces souhaitées** et ce pour plusieurs raisons. A commencer par la taille et l'emplacement du plan d'eau. Trop petit et entouré par des boisements, le site ne pourra pas être un site de stationnement d'oiseaux d'eau en hiver. Les espaces habituellement fréquentés par ces espèces sont de plus grande taille (au moins 20 hectares). Ajoutons que ce type de peuplement avifaunistique bénéficie déjà de plans d'eau appropriés dans le Perthois dont certains à proximité immédiate du projet d'exploitation. L'eutrophisation inévitable du plan d'eau lié au vieillissement du milieu aboutit à la désertion du site par les oiseaux qui l'auraient colonisé à sa création. Pour un plan d'eau de cette taille, ce phénomène est rapide, une dizaine d'années tout au plus. Enfin, les réaménagements proposés sont insuffisants ou parfois inadaptés comme la création de roselières car le roseau dans ce type de sol caillouteux, même s'il est réimplanté, se développe mal et se retrouve vite évincé par le saule. De même, les mares proposées comme réaménagement ne sont pas reprises sur le plan de remise en état. D'autres propositions n'apparaissent pas ou sont mal adaptées: absence d'îlots, superficie insuffisante de hauts-fonds, ensemencement des berges, linéaire insuffisant de berges en pente douce, absence de double berge. Nous sommes bien conscients que cela n'est nullement le reflet d'une mauvaise volonté de l'exploitant mais plutôt lié à une insuffisance en volume de découverte pour pouvoir réaliser de tels aménagements.

En l'état actuel de la demande d'autorisation et compte tenu que cette exploitation amènerait à la destruction d'une prairie humide, une des dernières à l'échelle du Perthois et de la non-conformité avec le schéma directeur paysager du Perthois, la LPO ne peut être favorable à cette exploitation. ”

13) Conseil Général : Direction des Routes Départementales

Par lettre en date du 12 Mars 2008, le Chef de la Division de la Gestion des routes et du matériel, émet les observations suivantes :

- l'accès sur la route départementale sera aménagé et revêtu en enrobé sur une longueur de 100m minimum.
- une signalisation sera implantée à 150m de part et d'autre de l'accès à la route départementale (panneaux type A14 classe2 gamme normale avec panonceau " SORTIE DE CAMIONS ", ainsi que sur les chemins d'exploitation (panneaux AB4 " STOP " et pré signal à 50m)
- l'implantation des panneaux sur l'accotement de la route départementale se fera comme suit :
La distance entre l'aplomb de l'extrémité ne doit pas être inférieure à 70m.
La hauteur du bord inférieur du panneau ou panonceau associé par rapport au niveau de l'accotement sera de 2m.
- l'accès sera entretenu par le pétitionnaire et à ses frais.
- le pétitionnaire devra prévoir des panneaux AK4 (chaussée glissante), il en assurera la pose dès que cela s'avérera nécessaire. Le nettoyage des chaussées empruntées devra être effectué régulièrement.
- de plus, l'entreprise devra tenir compte qu'en hiver, des barrières de dégel peuvent être posées sur certaines Routes Départementales, après de fortes gelées. »

14) Sous préfecture de Vitry-le-François

Par lettre en date du 14 Mars 2008, le sous préfet de VITRY LE FRANCOIS, émet un avis favorable à la présente demande.

D – REPONSE DE L'EXPLOITANT

L'exploitant n'a transmis une réponse qu'à l'avis de la direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de la Haute-Marne.

1) à la Direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de la Haute-Marne

Par lettre en date du 8 avril 2008, nous avons fait part à la société BLANDIN l'avis de la direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de la Haute-Marne. Par courrier du 23 avril 2008, l'exploitant répond au service administratif :

“ 1) Etude d'impact sonore:

- La ferme de Longchamps n'a pas été prise en compte car elle est très éloignée du site d'extraction et ne sera pas concernée par les émissions de bruit liées à l'exploitation: une pelle hydraulique avec moteur insonorisé conforme CE et utilisation d'un tapis roulant avec moteurs électriques. Toutefois, un diagnostic sera effectué lors de la mise en exploitation pour valider ce point et si nécessaire, un contrôle annuel sera réalisé.

- Résultats des niveaux sonores résiduels retenus après traitement:

a) ferme du Tronc: 44,7 décibels

b) ferme des Bruyères: 32 décibels

2) Emissions atmosphériques:

Des diagnostics d'empoussiérage sont réalisés depuis de nombreuses années sur le site en activité par la société GNSE qui nous transmet chaque année un rapport de campagne hivernale et estivale.

En cas de période sèche les pistes sont humidifiées par de l'eau pompée dans un étang.

3) L'impact sur l'eau:

Les abords de la RN 4 sont sécurisés et l'extraction ne s'approche pas à moins de 50 mètres du bord de la route. Aux 50 mètres s'ajoute une distance d'environ 30 mètres pour reconstituer des berges à pente douce au fur et à mesure de l'extraction.

4) Les déchets

Il n'y a pas de déchets sur le site et aucune opération d'entretien, de remplissage de réservoir et toute autre intervention de réparation ne sont ou ne seront effectuées. ”

E – POSITION DU MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DE L'ENERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (MEEDDAT) SUR LA NOTION DE ZONE HUMIDE ET LEUR DELIMITATION

1) Sollicitation du MEEDDAT par l'UNICEM

Par courrier du 12 juin 2008, le président de l'UNICEM (Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction) a fait part au MEEDDAT de ses interrogations sur la définition et la délimitation des zones humides et leur application au réaménagement des plans d'eau de la façon suivante :

« Dans le cadre de ses missions, l'UNICEM participe, dans chaque bassin, à l'élaboration des projets de SDAGE, dont la plupart contiennent des dispositions relatives à la préservation et à la restauration des zones humides plus ou moins contraignantes vis-à-vis des activités de carrières.

Plus précisément, quatre d'entre eux préconisent, en cas de destruction de zone humide, des mesures de compensation chiffrées allant selon les cas de 150 % à plus de 200 % de la surface perdue et présentant des fonctionnalités au moins identiques. Un autre prévoit une quasi interdiction des carrières dans certains types de zones humides.

Ces dispositions, qui paraissent déjà difficilement réalisables, ont toutefois été acceptées par les représentants de notre profession dans un contexte de définition de zone humide propre à chaque bassin et marquée par une approche axée sur la biodiversité qui aurait dû se traduire par des zones limitées en surface et présentant un intérêt environnemental avéré.

Or, un projet d'arrêté et de circulaire ministériels relatif à la délimitation des zones humides au sens de la police de l'eau, qui complète et achève le dispositif comprenant l'article L211-1 et R21-108, est en cours de signature.

Ce nouveau dispositif pourrait avoir un impact très important sur l'exploitation des carrières et sur la production de matériaux de construction en instaurant une définition "exclusive" qui pourrait de fait se substituer aux définitions jusqu'alors admises notamment par les milieux scientifiques, associatifs ou les autres administrations (Agences de l'eau, IFEN, etc).

En effet, l'analyse que nous avons menée montre clairement, même si les résultats méritent sans doute d'être affinés, que l'application des critères retenus reviendrait potentiellement à estimer comme zones humides non seulement la quasi-totalité des vallées alluviales mais également certaines zones possédant des nappes perchées.

Une telle vision très extensive de la zone humide reviendrait, par l'intermédiaire des dispositions des SDAGE, à condamner purement et simplement l'exploitation des carrières, qu'elles soient alluvionnaires ou de roches massives, dans ces zones, soit en interdisant leur implantation soit en rendant impossible la réalisation des mesures de compensation.

Le 10 juin dernier, MM. J ont donc rencontré M. afin de lui faire part de nos vives inquiétudes et d'obtenir des éclaircissements notamment sur le champ d'application du nouveau dispositif de définition et de délimitation des zones humides, sur son statut vis-à-vis des définitions existantes et enfin sur la qualité des plans d'eau que certains, à l'exemple de la DRUCE Picardie ou de plusieurs Agences de l'eau, considèrent, à la lecture de l'alinéa 1^{er} de l'article R211-108, comme ne pouvant constituer des zones humides.

Incontestablement, M. nous a apporté des éléments de nature à apaiser nos craintes en nous expliquant notamment que :

- le nouveau dispositif de définition et de délimitation des zones humides ne s'appliquera que dans le cadre de la police de l'eau et plus particulièrement à la gestion des projets soumis à autorisation ou à déclaration relevant de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature "Eau" et qu'il n'a donc pas vocation à concerner les carrières,

- la nouvelle définition n'est pas destinée à se substituer aux autres définitions de zones humides qui, comme précisé dans le projet de circulaire pour les ZHIEP et ZHSGE, gardent donc toute leur légitimité même si une certaine cohérence devra être recherchée à l'avenir,

- le 4^{ème} alinéa de l'article R211-108 ne signifie en aucun cas que les plans d'eau ne peuvent être considérés, sous certaines conditions de réaménagements, comme des zones humides. Il indique simplement que les critères développés dans l'article R211-108 ne sauraient s'appliquer et qu'il convenait donc d'en définir d'autres.

Il n'en reste pas moins que de nombreux indices comme l'interprétation de la DRIRE Picardie, la référence explicite faite par certains SDAGE à l'article R211-108 pour définir les zones humides en général sans autre précision relative à son champ d'application ou encore le fait que la première consultation juridique n'ait pas permis de mettre en évidence la question de l'applicabilité de cette définition au domaine des carrières, montrent clairement qu'il existe une véritable ambiguïté dans l'esprit de nombreuses personnes, même parmi les plus averties, quant à l'interprétation et la portée des nouveaux textes.

C'est pourquoi et afin d'apaiser définitivement nos inquiétudes et de limiter au maximum tout risque de contentieux, nous serions sensibles, comme cela nous a été suggéré, à une réponse écrite de votre part qui viendrait exprimer la position officielle du Ministère et proposer une lecture commune de ces textes à l'ensemble des parties concernées (Agences de l'eau, DIREN, DRIRE, profession).

Pour conclure, je me permets de vous rappeler que notre profession a, depuis de nombreuses années, engagé une politique volontariste visant la prise en compte systématique et permanente des problématiques liées à l'environnement et à la biodiversité. Cette politique se traduit notamment par la mise en place d'une charte professionnelle reposant sur une démarche de progrès environnemental continu et par la réalisation de réaménagements exemplaires aboutissant à la recréation de zones humides et reconnus par le monde scientifique et les associations de défense de l'environnement.

Cette particularité a notamment pour but de démontrer que l'exploitation des carrières est compatible, à condition d'y réfléchir préalablement, avec de nombreuses activités humaines et usages du sol et du sous-sol et plus particulièrement avec la gestion et la préservation de la ressource en eau et des zones humides.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de ma haute considération. »

Par courrier du 26 juin 2008, le MEEDDAT y répond de la façon suivante :

« 1) La délimitation des zones humides au titre de l'article R.211-108 du code de l'environnement

L'article R.211-108 mentionne les critères de délimitation des zones humides, lorsque celle-ci est estimée nécessaire par le préfet pour l'application de la rubrique 3.3.1.0. de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) annexée au code de l'environnement, en application de l'article L.214-7-1 du code de l'environnement. Ces critères de délimitation seront précisés par un projet d'arrêté et de circulaire, en cours de signature par les ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture.

Ces modalités de délimitation ne remettent pas en cause la définition générale des zones humides donnée à l'article L.211-1 du code de l'environnement mais visent à en donner une traduction opérationnelle en tant que de besoin pour l'exercice de la police de l'eau. C'est pourquoi la circulaire en cours de signature demande aux préfets de cibler l'exercice de délimitation aux territoires où des conflits d'usages ou des pressions importantes s'exercent sur les zones humides.

Enfin, contrairement à ce qu'affirme votre courrier, cette délimitation peut concerner l'activité des carrières. En effet, même si la procédure IOTA ne s'applique pas aux carrières en elles-mêmes, les autorisations d'exploitation sont également délivrées au titre de la préservation des enjeux mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. La reconnaissance par le préfet du caractère humide au moyen d'une procédure de délimitation est donc un des éléments à prendre en compte dans l'instruction des autorisations.

2) Zones humides et plans d'eau

Le 4^{ème} alinéa de l'article R.211-108 exclut effectivement les plans d'eau, de même que les cours d'eau ou les canaux notamment, de l'application des critères de délimitation exposés au même article. Cette mention vise à distinguer les milieux aquatiques des zones humides, compte tenu des rubriques de la nomenclature IOTA qui s'appliquent à ces différents milieux. Néanmoins, il ne faut pas en conclure hâtivement que tout ce qui est appelé communément « plans d'eau » ne peut être constitutif de zones humides. En effet :

1. certains « plans d'eau » sont en réalité des zones humides, notamment les berges ou les zones littorales de plans d'eau ou les plans d'eau de faible profondeur (de moins de 2 à 6 mètres);
2. certains « plans d'eau » peuvent participer significativement ou retrouver, à la faveur d'un réaménagement réussi, à la fonctionnalité d'une zone humide dans laquelle ils se trouvent insérés. Dans ce cas, le plan d'eau « fait partie » de la zone humide qui l'englobe;
3. enfin, les critères de délimitation mentionnés à l'article R.211-108 et son arrêté d'application ne sont pas pertinents dans le cas des plans d'eau.

A contrario, tous les plans d'eau ne répondent pas à l'un des deux premiers critères cités précédemment ; ils ne peuvent donc pas être considérés comme zones humides.

En conclusion, la situation est contrastée et l'assimilation d'un « plan d'eau » ou d'une portion de plan d'eau à une zone humide dépend essentiellement de ses caractéristiques morphologiques (faible profondeur et berges) ou d'une appréciation de ses fonctionnalités rapportée à l'échelle de la zone humide qui l'englobe. »

2) Nouvel avis de la direction régionale de l'environnement au regard de la réponse du MEEDDAT

« Je vous ai reçu le 6 octobre dernier, accompagné, pour examiner votre projet sur la commune d'Orconte, au regard de la réponse que vous a fait le MEEDDAT le 26 juin 2008 relative à la définition des zones humides.

Après nos explications, vous avez reconnu le caractère zone humide et donc l'application de la réglementation au site concerné par le projet. C'est sur cette réglementation que s'appuyait essentiellement l'avis défavorable émis. Vous avez mis en avant d'autres éléments pour que l'avis soit revu. Vous avez notamment proposé de poursuivre la réflexion sur la mise en place de mesures compensatoires pour la protection d'espèces sensibles. Vous avez estimé également que les éléments figurant dans le projet initial, déposé en 2007, répondent déjà aux réserves sur le volet paysager du projet que nous avons soulevé dans l'avis. En effet, nous avons indiqué que le projet n'était pas conforme au schéma paysager du Perthois qui précise que pour les entités boisements humides « Seules quelques exploitations pourront être autorisées pendant la durée du schéma départemental des carrières, sous réserve que l'étude d'impact démontre que le site est hors zone humide et que la remise en état prévue est exemplaire et vise à créer une nouvelle zone humide ».

Bien que le dossier soit en zone humide, j'ai tenu à expertiser à nouveau ce point paysager en lien avec , chargée de mission site et paysage, sur l'aspect de la qualité des aménagements proposés au regard des orientations du schéma paysager du Perthois.

Après examen, il ressort que vos propositions de modification ne visent pas à recréer une nouvelle zone humide et qu'il n'y a pas de compensation prévue. Ainsi l'avis défavorable formulé est maintenu. »

3) Réponse de l'exploitant au dernier avis de la direction régionale de l'environnement

L'exploitant n'a pas répondu tout de suite à l'avis de la direction régionale de l'environnement transmis par l'inspection des installations classées par courrier du 17 juillet 2008. Il a fait savoir à l'inspection des installations classées qu'il souhaitait différer sa réponse après la rencontre organisée avec ce service. Par courrier du 17 novembre 2008, sa réponse est la suivante :

« Suite à votre réponse concernant notre réunion du 6 octobre, je tiens à vous remercier de nous avoir reçus mais je regrette malheureusement le maintien de votre position vis-à-vis de nos engagements et de notre bonne volonté, ainsi que votre manque de propositions, au titre de votre définition du réaménagement exemplaire.

Nous vous avons présenté lors de notre rencontre un courrier du MEEDDAT relatif à la définition des zones humides. Ce courrier adressé à notre profession, et trop peu mis en valeur lors de notre rencontre, stipule en effet « qu'un plan d'eau peut tout à fait participer à la fonctionnalité d'une zone humide, à la faveur d'un réaménagement réussi ». Or, notre société estime déjà s'engager dans une remise en état plus qu'ordinaire, au vu des réalisations effectuées sur l'ensemble du Perthois.

Toutefois, nos propositions n'étant apparemment pas encore suffisantes pour vos services, notre société reste prête à revoir ses positions, et attend pour cela la force de proposition que peut l'être votre direction.

Ainsi, au vu de notre manque de mesures compensatoires, notre société se propose de rétrocéder à titre gracieux une partie de nos terrains voisins, à savoir ceux de la carrières de Perthes, après remise en état, à une association environnementale laissée à votre libre choix.

Concernant le secteur à proprement parler, ce dernier se trouve en effet à proximité de boisements dits humides, mais en aucun cas, notre société ne souhaite les défricher, puisqu'un contournement de ceux-ci est prévu. Nous nous permettons également de remettre en cause le caractère humide du terrain sollicité, ce dernier étant cultivé dans son intégralité en maïs et situé bien au-dessus du niveau d'eau.

Aussi, la localisation des terrains, qui de plus, situés à l'extrême pointe du zonage peut apparaître comme assez discutable. De plus, n'êtes-vous pas d'accord avec le fait qu'exploiter dans la continuité d'une exploitation existante, comme peut l'être notre site actuel (125 ha) serait plus favorable à l'environnement car constitutif d'une véritable entité écologique homogène, à part entière ?

Pour finir, un des objectifs actuels de la DIREN n'est-il pas de diminuer les émissions de CO2, provoquées par le transport des camions ? En effet, si notre société est obligée de parcourir 15 à 30 kilomètres de plus pour alimenter les mêmes lieux

de consommation, la problématique d'impact sur l'environnement n'est-elle pas plus forte que si l'on passe par un gisement de proximité ?

Pour votre information, la société BLANDIN est une entreprise familiale de petite taille, implantée depuis plus de soixante ans dans le Perthois, faible consommatrice d'espace et pratiquant une politique davantage tournée vers l'autosuffisance que le commerce intensif. Aussi, notre société avait fondé ses espoirs de pérennisation dans l'ouverture de ce terrain. Or, compte tenu des importants délais alloués à l'obtention d'une nouvelle autorisation, un refus concernant la demande en question risquerait de nous confronter à certaines difficultés économiques sans précédent.

Par conséquent, je vous sollicite à nouveau dans le but de trouver un consensus davantage constructif, et profitable à chaque partie.

Si malheureusement, nos directions ne venaient pas à s'accorder, au seul titre d'un détail juridique, nous nous verrions dans l'obligation de faire arbitrer ce dilemme par un organe juridictionnel approprié.»

F – ARGUMENTAIRE REGLEMENTAIRE DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT SUR L'AVIS DEFAVORABLE MAINTENU

Par courrier du 24 novembre 2008, l'inspection des installations classées a sollicité à nouveau la direction régionale de l'environnement.

Par courrier du 8 janvier 2009, la direction régionale de l'environnement formule la réponse suivante :

« J'ai réexaminé le dossier d'extension de carrière déposé par la société Blandin à Orconte, au regard des éléments de réponse apportés dans le courrier du 17 novembre 2008. **Je maintiens mon avis défavorable et demande un refus en m'appuyant essentiellement sur le non respect du schéma départemental des carrières de la Marne et du schéma paysager du Perthois** qui sont des documents opposables. Mon avis s'appuie également sur le non respect de la réglementation loi sur l'eau et loi des territoires ruraux et la sensibilité environnementale du milieu.

Le dossier doit être apprécié au regard du cadre juridique général des ICPE. Il repose sur la liberté d'exploiter sauf prescriptions protégeant les intérêts définis à l'article L. 511.1 du code de l'environnement, qui doivent être proportionnés à ces intérêts, ou l'interdiction lorsque ces intérêts ne peuvent pas être protégés autrement. C'est à l'administration de démontrer devant le juge que seule l'interdiction pure et simple est à même de protéger ces intérêts.

Compte tenu de ce préalable, en cas de contentieux, notre défense pourrait s'appuyer sur les points suivants :

- le schéma départemental des carrières de la Marne existe, a un caractère opposable et les autorisations de carrières doivent être compatibles avec lui. Il y est indiqué que la destruction des zones humides et l'extraction constituent une modification irréversible des milieux, contrairement aux mutations des pratiques agricoles et sylvicoles (p.14). plus particulièrement pour le Perthois où est mise en avant la priorité paysagère et le maintien de zones humides (p.63). Un schéma paysager du Perthois, prolongement du schéma départemental des carrières de la Marne est annoncé. Ce schéma a bien été élaboré et approuvé le 1er août 2001. Le schéma paysager du Perthois – prolongement du schéma départemental des carrières et donc opposable également – limite le nombre d'exploitation de carrières pendant la durée du schéma départemental des carrières. Il autorise l'ouverture dans l'entité « boisement humide » sous réserve que l'étude d'impact démontre que le site est hors zone humide – ce qui n'est pas le cas – et que la remise en état prévue soit exemplaire et vise à créer une nouvelle zone humide. Le dossier déposé par la société Blandin ne correspond pas à ces orientations : il est situé en zone humide et de plus les propositions d'aménagement ne peuvent reconstituer réellement l'écosystème. Le projet touche directement des milieux humides qui seront remplacés par un plan d'eau dont la valeur écologique ne compense pas la valeur écologique actuelle, d'autant plus qu'il existe déjà un grand nombre de plans d'eau dans ce secteur.

Notre avis est également étayé par d'autres arguments :

- l'étude d'impact a montré que l'on se situe bien en zone humide. Même si ce secteur n'a pas été désigné comme zones humides d'intérêt environnemental particulier, le projet ne respecte pas les principes de préservation et de gestion durable des zones humides figurant à l'article 127 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et à l'article 20 de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et codifié à l'article L.211-1 du code de l'environnement,
- Le fait que le terrain, ou une prairie au moment de l'étude d'impact, ait été retournée pour être cultivée en maïs ne signifie pas un déclassement de la zone mais un non respect de la réglementation en vigueur,
- La proposition de la société Blandin de rétrocéder, à titre gracieux, à une association environnementale le site de la carrière de Perthes, après remise en état, ne correspond pas à une compensation pour l'impact sur le site concerné par le dossier. En effet, la remise en état de cette carrière correspondait à une obligation de son exploitation. Il faut souligner que cette rétrocession de la carrière de Perthes après exploitation ne figurait pas dans les obligations de base et va au-delà de la réglementation,
- La « couleuvre collier » qui est une espèce protégée a été répertoriée sur le site. Elle bénéficie d'un régime de protection au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, régime d'interdiction détaillé par l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007. Un complément d'étude sera nécessaire pour apprécier dans le détail les impacts de l'exploitation du site sur la « couleuvre à collier » et mettre en place les mesures d'évitement

nécessaires, fonctions du résultat de cette étude. Si aucune mesure d'évitement n'est possible, un dispositif dérogatoire devra être mis en place.

Le caractère opposable du schéma départemental des carrières de la Marne et du schéma paysager du Perthois qui en est le prolongement – appuyés sur la base réglementaire que représente la loi sur l'eau, le code de l'environnement et l'impact fort sur les milieux naturels – me paraît suffisant pour soutenir une position de refus en cas de contentieux devant un tribunal. Les éléments techniques sur ce dossier figurent dans les différentes notes précédemment transmises. »

V – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

V.1 – Analyse de l'inspection des installations classées

➤ sur la localisation du projet en zone humide

Le dossier de demande d'autorisation localise bien le projet dans l'entité « boisement humide » du schéma directeur paysager du Perthois en rappelant la restriction de ce schéma à savoir :

« Seules quelques exploitations pourront y être autorisées pendant la durée du Schéma départemental des carrières, sous réserve que l'étude d'impact démontre que le site est hors zone humide et que le réaménagement prévu est exemplaire et vise à créer une nouvelle zone humide ».

Si l'exploitant précise à plusieurs reprises dans l'étude d'impact que le projet est hors zone humide, il n'en apporte toutefois aucune autre démonstration que l'occupation actuelle du sol à savoir une culture « *dans son intégralité en maïs et située bien au-dessus du niveau d'eau* ». Pour autant, la description des habitats naturels effectuée p. 17 et suivantes de l'étude d'impact montre clairement que sur les parcelles actuelles du projet sont présentes des espèces végétales caractéristiques des zones humides au sens de l'article L 211-1 du code de l'environnement à savoir « *terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.* »

Comme le précisait la direction régionale de l'environnement dans son avis du 9 avril 2008, la majeure partie de la prairie de fauche présente sur le site est caractérisée comme secteur mésohygrophile (se dit d'un milieu humide durant une partie de l'année), présente des roselières à baldingère (communautés des bords des lacs, étangs et marais) et des magnocariçaie (dont le développement se fait sur des sols toujours humides et supportant des variations de niveaux d'eau suivies même d'une période d'assèchement). Sont également présents des bosquets hygrophiles (qualifie une espèce végétale qui croît dans des lieux humides) ainsi que des saules cendrés (espèce également hygrophile rencontrée communément au bord de l'eau, dans les tourbières, les lieux humides, les lisères, les forêts et prairies humides).

La localisation du projet en zone humide est donc avérée et illustrée par les caractéristiques de la végétation actuelle qui le compose. L'étude d'impact n'a donc pas permis de démontrer que le site était hors zone humide et par conséquent, l'incompatibilité du projet avec le schéma directeur paysager du Perthois et par là-même avec le schéma départemental des carrières est donc confirmée ne serait-ce que sur ce point.

Compte tenu de ce qui précède, la qualité du réaménagement prévu ne saurait en aucun cas être discutée dans la mesure où la première des conditions de la restriction du schéma directeur paysager du Perthois n'est déjà pas satisfaite. Aussi, l'exploitation de la carrière de la Société SABLES ET GRAVIERS BLANDIN telle que présentée dans la demande ne saurait être autorisée en l'état.

➤ Sur l'argumentaire de l'exploitant vis-à-vis du dernier avis de la direction régionale de l'environnement

L'argumentaire de l'exploitant, basé à la fois sur la réponse du MEEDDAT, sur une proposition de cession à titre gracieux de la carrière de Perthes à une association après remise en état en tant que mesure compensatoire, sur la notion de réduction des émissions de CO2 relative au transport des matériaux ainsi que sur les difficultés économiques à venir en cas de refus d'autorisation, ne saurait en aucun cas se substituer à l'application de la réglementation en constituant une dérogation à cette dernière. L'exploitant se limite d'ailleurs à qualifier le motif de justification de l'avis défavorable de la direction régionale de l'environnement de « détail juridique ».

V.2 – Propositions de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées confirme l'incompatibilité du projet en l'état avec le schéma directeur paysager



du Perthois (et donc également avec le schéma départemental des carrières) au regard de la notion de zone humide et de la localisation de ce projet dans cette entité.

VI – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons aux membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites d'émettre un avis défavorable à la demande présentée par la société SABLES ET GRAVIERS BLANDIN d'exploiter une carrière de sables et de graviers sur le territoire de la commune d'Orconte.

Rédacteur L'inspecteur des installations classées signé Hélène COPIN	Valideur et approbateur P/la Directrice par intérim et par délégation Le chef du groupe de subdivisions de la Marne, signé Laurent LEVENT
---	---